

MANIFESTE DIFFUSE A L'OCCASION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE L'ENFANCE AFRICAINE - IDAY - 16 JUIN 2006

Le 16 juin 1976, environ 200 étudiants qui manifestaient pacifiquement à Soweto, Afrique du Sud, pour avoir accès à une meilleure éducation étaient abattus par l'armée de l'Apartheid. Cet événement malheureux est à l'origine de la création de la journée internationale de la jeunesse africaine dont on commémore cette année le 30^{ème} anniversaire.

« Excellences, Messieurs les membres et responsables d'Europe »,

C'est ainsi que vingt-trois ans plus tard, Yaguine et Fodé, deux jeunes guinéens découverts morts dans le train d'atterrissage d'un avion de la Sabena, s'adressaient à nous dans un message désespéré pour nous rappeler que les conditions d'éducation dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne restaient inacceptables : « nous voulons étudier, et nous vous demandons de nous aider à étudier pour être comme vous en Afrique. »^[1]

Alors que l'éducation est un droit fondamental garanti par l'article 26 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 et confirmé par les articles 28 et 29 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989, les chiffres montrent que le problème reste entier en Afrique.

Environ 46 millions^[2] d'Africains de 6 à 12 ans (45%) n'ont toujours pas accès à un cycle complet d'éducation primaire ; le nombre de jeunes de 15 à 24 ans qui restent analphabètes augmente alors qu'il baisse sur tous les autres continents. En pourcentage du PIB, les pays d'Afrique subsaharienne, consacrent en moyenne à l'éducation moins de ressources qu'à la santé, à la défense ou au remboursement de leurs dettes publiques. Deux tiers des jeunes n'ont pas accès à l'éducation secondaire, cette proportion étant pire pour les filles que pour les garçons.

Priver un enfant d'éducation primaire revient à le priver des moyens élémentaires qui lui permettent de choisir le mode de vie qui convient le mieux à son potentiel. Cela le rend plus vulnérable à la concurrence dans un monde globalisé et le maintient dans un état d'infériorité. Cette situation est au 21^{ème} siècle tout aussi intolérable que l'était l'esclavage aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Or, par deux fois déjà, en 2000 et 2005, tous les Etats, y compris les Etats européens qui se disent « de droits » ont du constater l'échec du deuxième Objectif du Millénaire pour le développement : assurer un cycle complet d'éducation primaire pour tous. Pourtant, ils ont tous, à ce jour, signé la Déclaration et la Convention et se sont donc engagés à reconnaître, respecter et faire respecter ces droits chez eux comme ailleurs.

Le soutien à l'éducation procède aujourd'hui à la fois de l'aide humanitaire et d'une démarche de coopération au développement. Nous pensons aux orphelins du SIDA, aux enfants soldats, aux enfants domestiques, à la pauvreté qui contraint les enfants au travail, à la prostitution, à la traite des êtres humains et aux déplacements forcés. Si le mal-développement est un phénomène aux causes et donc aux solutions complexes, l'éducation reste un élément clé du développement. On sait que des femmes éduquées vivent plus longtemps, ont un planning familial plus équilibré et favorisent l'éducation de leurs propres enfants. C'est aussi le meilleur moyen préventif actuellement disponible contre le SIDA : dans les zones rurales ougandaises, un sondage a montré que le taux de sidaïques qui était en moyenne de 16% en 1990, avait chuté suite à une campagne de sensibilisation à 12% pour les analphabètes, à

^[1] La lettre complète de Yaguine et Fodé se trouve en annexe à ce document.

^[2] Sources des chiffres : derniers rapports de l'UNICEF, de l'UNESCO et de l'UNDP.

6.5% pour ceux qui avaient un diplôme d'éducation primaire et à 2% pour ceux qui ont reçu un diplôme d'éducation secondaire.

L'éducation est à la base du développement économique sur tous les continents. Elle contribue à la prise de conscience politique, donc à l'épanouissement de la démocratie et de la capacité des citoyens à forcer l'amélioration de la gouvernance de leur pays et conduit donc à une utilisation plus efficace de l'aide étrangère. Améliorer l'éducation dans un pays économiquement retardé est donc une condition nécessaire (mais pas suffisante : enlever ou entre parenthèse) pour son développement.

L'Afrique a besoin d'un réseau d'éducation de qualité qui permette à sa population de choisir son propre mode de développement et d'exprimer ses propres revendications. Pour que cet objectif garde tout son sens, le cycle primaire doit être pensé et organisé en considérant tous ses prolongements possibles: les autres cycles d'études, l'apprentissage d'un métier, et, par exemple, la protection et l'accompagnement des enfants travailleurs, quel que soit leur âge, ainsi que l'alphabétisation des parents. Les jeunes étant particulièrement vulnérables, seule l'école peut offrir un espace privilégié à partir duquel une vie normale peut prendre son cours. Il est illusoire d'espérer voir ces objectifs atteints avant la fin du siècle en Afrique si au moins le deuxième OMD n'est pas atteint comme prévu d'ici la nouvelle échéance prévue pour 2015.

Nous nous réjouissons de constater que l'Organisation des Etats d'Afrique ait décrété l'éducation comme un secteur prioritaire, et que Nelson Mandela, prix Nobel de la Paix ait requis des pays les plus puissants de la planète qu'ils s'engagent à réaliser le deuxième Objectif du Millénaire.

Nous demandons à cet effet que :

- **L'aide à l'éducation primaire devienne une priorité pour tous les gouvernements et qu'une attention toute particulière soit portée à sa qualité. Il faut en effet éviter de verser dans une scolarisation de masse sans moyens matériels et humains adéquats, scolarisation de masse qui ne permettrait pas d'atteindre l'objectif de l'alphabétisation équivalent au cycle d'éducation primaire.**
- **Que des programmes soient lancés pour fournir une éducation de base à tous les jeunes, filles et garçons, de 15 à 24 ans qui n'ont pas eu le droit à un cycle complet d'éducation primaires ;**
- **Que les évaluations de la gouvernance des pays africains par le NEPAD comprennent celle des efforts faits par les pays concernés pour atteindre les OMD et tout celui concernant l'éducation primaire.**
- **Que dans les rapports avec le Fonds Monétaire International, le financement public de l'éducation soit considéré comme un investissement et non pas comme une dépense courante et qu'elle ne soit donc pas affectée par des restrictions budgétaires ou d'ordre politique.**
- **Que les gouvernements qui prennent les mesures nécessaires pour atteindre le deuxième objectif du Millénaire pour le Développement (le cycle complet d'éducation primaire pour tous d'ici 2015), voient leur enveloppe d'aide augmentée en conséquence ;**
- **Que les gouvernements de l'Afrique Sub-saharienne soient encouragés à prendre en charge l'entièreté des budgets d'éducation primaire à l'horizon 2015 ; de façon à permettre à l'aide internationale d'augmenter son soutien à l'éducation secondaire et tertiaire.**

LISTE DES ONGs SIGNATAIRES

Afrique :

Bénin : Femme Espoir Bénin (FEB) : succeservices@hotmail.com
Burkina-Faso, Yako: Association le Paysannat – ASSO-PA : lepaysannat@yahoo.fr
Burundi, Bujumbura: FVSAMADE : fvsamade@cbinf.com
Guinée, Conakry : le Club des Amis du Livre (CAL) clubdesamisdulivre@yahoo.fr
Guinée, Conakry : Fraternité Médicale Guinée : samo.gui@biasy.net
Ouganda, Kampala : Uganda Children center & Alliance française : kakembofred@yahoo.com
R.D Congo, Kinshasa : AEDAF/CONGO : aedaf@hotmail.com
R.D.Congo, Shatshikumba-Kananga : Petits Pas : www.petitspas.be
Rwanda, Kigali : CLADHO : www.collectif.org.rw/CLADHO/HOME.HTM
Togo, Tsevie : ETCHRI AJA/JHAT-AJEGAT : ajegat56@yahoo.fr

Belgique

Action Développement Parrainages Mondiaux (ADPM)
Actions Femmes et Enfance Heureuses
Aide à l'Education pour l'Afrique AEDAF
Afrikaansplatform
Afrique au Cœur asbl
AMADE Belgique :
Amis des Enfants (ADE)
Association Belgique Madagascar
Centre d'études africaines & de recherches interculturelles (CEAF & RI)
Dynamo International
Fonds Message de Yaguine et Fodé
Hygiène et Assainissement
MA'CHAKA. S.I.
KWASKWASA
La Maison des Enfants du Monde
Le Monde Selon Les Femmes
Oser la Vie
Petits Pas

Allemagne :

Jugendhilfe Afrika 2000 e.v

France

Avenir NEPAD International
Organisation pour la Cohésion du Droit et du Développement (OCD)

Annexe : Tableau de bord de la performance des pays de l'Afrique Sub-saharienne dans l'optique d'atteindre le deuxième Objectif du Millénaire pour le développement d'ici 2015.

Ce Manifeste sera présenté au séminaire international qui se tiendra au Parlement européen à l'occasion du 30^{ème} anniversaire d'IDAY et envoyé à toutes les ambassades des pays d'Afrique sud-saharienne et des Etats membres de l'Union européenne à Bruxelles et à la Présidence de l'Union européenne lors du Conseil des Ministres européens des 15 et 16 juin 2006